

FINANCEMENT DES RALLONGES DE CRÉDITS

Il n'y a pas de caisse noire, assure Djoudi

Il n'y a pas de «caisse noire» pour le financement des rallonges de crédits mais des provisions, selon le ministre des Finances, Karim Djoudi. L'entrée en vigueur du nouveau système comptable financier est reportée au 1^{er} janvier 2010. Les plans de modernisation douanière et fiscale seront présentés prochainement en Conseil de gouvernement.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Y a-t-il une «caisse noire» pour financer les rallonges de crédits ? Quelle est l'origine de ces rallonges ? Des rallonges non inscrites dans les lois de finances et allègrement consenties par les pouvoirs publics (président de la République, ministre de l'Intérieur...) lors de leurs déplacements à l'intérieur du pays. A ce questionnement, le ministre des Finances, Karim Djoudi, a apporté hier une réponse pour le moins biaisée. En marge d'un séminaire sur la mise en œuvre du plan comptable de l'Etat (PCE), Karim Djoudi a affirmé ignorer l'existence d'une telle caisse. «Si vous savez où se trouve cette caisse, dites-le-moi», dira-t-il, quasi ironique.

Des provisions
sont constituées

Pour le ministre des Finances, tous les crédits budgétaires font l'objet d'une inscription avant leur affectation et octroi. Or, dans le cas d'événements imprévisibles, comme dans le cas des intempéries de Ghardaïa, il s'avère difficile d'anticiper en termes de crédits, laissera-t-il entendre. Toutefois, des provisions sont constituées dans le but de financer ces crédits éventuels même si Karim

Djoudi n'a pas été davantage clair à ce sujet. Dans cet ordre d'idées, le ministre des Finances a rappelé que l'enveloppe de 20 milliards de dinars affectée à la reconstruction des zones sinistrées de la wilaya de Ghardaïa pourrait être revue à la hausse. A charge, toutefois, d'une évaluation précise des besoins pour les huit communes déclarées sinistrées et en prenant en considération l'indemnisation des victimes par les assurances et par le biais du Fonds des calamités naturelles.

Mise en œuvre du PCE,
optimisme de Djoudi

Le grand argentier du pays s'exprimait en marge d'un séminaire sur la mise en œuvre du nouveau PCE, organisé par le ministère des Finances et l'Adetef. Karim Djoudi s'est ainsi affiché optimiste sur la mise en œuvre de ce PCE, quasiment achevé selon lui, même s'il n'a pas donné d'échéancier précis quant à cette action. Cette action est basée sur l'adaptation des normes comptables internationales IPSAS (International Public Sector Accounting Standards), applicables au secteur public. Elle s'inscrit dans le cadre de la réforme comptable et vise à assurer une meilleure gestion budgétaire.



20 milliards de dinars affectés à la wilaya de Ghardaïa.

re. Il s'agit, en effet, d'assurer une information financière enrichie et de qualité ainsi que la transparence des finances publiques soumises au contrôle parlementaire et aux autres autorités de contrôle (Inspection générale des finances, Cour des comptes...).

Ce qui reste, toutefois,
à finaliser

Il reste néanmoins à finaliser cette réforme comptable à travers la réalisation d'une série d'actions : déterminer les organes de pilotage et les moyens du projet de réforme, adopter les textes, ouvrir certains chantiers comptables, conduire le changement en matière de formation... Comme il s'agit, selon un expert français, participant à ce séminaire, de «se fixer

un échéancier, gérer la transition et d'accompagner le changement, l'existence d'une «volonté politique» étant primordiale.

Le nouveau système
comptable applicable
dès le 1^{er} janvier 2010

D'autre part, Karim Djoudi a confirmé le report de l'entrée en vigueur du nouveau système comptable financier (NSCF) au 1^{er} janvier 2010. Et cela alors que le NSCF devait entrer en vigueur initialement au 1^{er} janvier 2009. En rappelant que le NSCF, applicable aux entreprises, est basé sur l'adaptation des nouvelles normes comptables internationales IFRS (International Financial Reporting Standards) et vise la transparence financière et l'amélioration des rapports écono-

miques. Un report que Karim Djoudi a justifié par la volonté de laisser le temps nécessaire aux opérateurs concernés de mieux se former et d'intégrer les normes IFRS, le ministère des Finances prenant en charge cette formation selon lui. En notant que les textes d'ap-

plication de la loi 07-11 du 25 novembre 2007 portant NSCF, ne sont pas encore finalisés.

La modernisation
des douanes examinée
au gouvernement

Par ailleurs, Karim Djoudi a indiqué que le plan de modernisation douanière, à l'étude, sera soumis prochainement à l'aval du Conseil du gouvernement pour sa mise en œuvre. Un plan qui inclut, notamment, la révision du code des douanes, une formation davantage efficiente et spécialisée et l'acquisition d'équipements.

Dans ce contexte, le grand argentier du pays a fait état du jumelage de la nouvelle Ecole supérieure des douanes d'Oran avec l'établissement homologue de Tourcoing (France). Concernant le plan de modernisation fiscale, il sera également présenté prochainement en Conseil de gouvernement, selon Karim Djoudi.

C. B.

LAKSACI RÉPOND
AUX «INQUIÉTUDES»
DES DÉPUTÉS
«Les placements
de l'Algérie
à l'étranger sûrs»

Aux députés qui l'avaient, la veille, interpellé au sujet du sort de l'argent placé à l'étranger par l'Algérie et des conséquences de la crise financière, le gouverneur de la Banque d'Algérie a répondu qu'ils n'avaient pas de quoi à s'inquiéter. Laksaci a affirmé que les réserves de changes sont en lieu sûr, à savoir dans les banques centrales de «pays développés». S'il reconnaît que l'Algérie ne peut être à l'abri des répercussions de la crise des marchés financiers, Laksaci estime que les conséquences seront minimales. Le gouverneur de la Banque d'Algérie considère, en effet, que le degré de contagion de ladite crise est «certain» sur les pays émergents qui ont une liberté de mouvement des capitaux et une convertibilité de leur monnaie. Et l'Algérie ? «A l'instar de ces pays, l'Algérie subit certaines conséquences, à savoir l'augmentation de l'inflation vu le degré des importations des biens et services. En cas de forte récession, il n'est pas également exclu de s'attendre à une baisse des taux de rendement et à un recul des prix du pétrole avec comme conséquence première, la diminution des recettes», a-t-il dit en guise de réponse aux interpellations des parlementaires. Ces derniers avaient également axé l'essentiel de leurs questions au sujet des placements effectués par la Banque d'Algérie. Avant de dire que cet argent, dont il n'a pas révélé le montant, se trouvait en lieu sûr, Laksaci a tenu à rappeler que la Banque d'Algérie appliquait des règles de bonne conduite dictées par le FMI et qui consistent en la diversification de la monnaie, et de la constitution d'un portefeuille de référence. «Depuis 2007, l'ensemble des banques centrales sont préoccupées par le couple prise de risque-rendement. Au niveau de la Banque d'Algérie, la prise de décision est codifiée au risque de paraître trop prudent et trop conservateur». Aux spécialistes qui indiquaient qu'à l'heure actuelle, les placements de l'Algérie sont effectués à perte, Laksaci a tenu à dire qu'en 2007, le taux de rendement était de 4,26%, contre 4% en 2006 avec, dit-il, «le respect de la sécurité des placements», ajoutant que l'Algérie avait réduit ses dépôts dans les banques commerciales pour minimiser le risque de manque de liquidités et assurer la sécurité des dépôts.

N. I.

CRÉATION DE LA PME ET RELANCE DE L'EMPLOI

L'UGTA veut mobiliser
l'épargne des travailleurs

Dans la perspective de la prochaine mise en œuvre du FSIE, fonds de soutien à l'investissement pour l'emploi, l'UGTA, maître d'œuvre avec le concours d'autres partenaires institutionnels de ce projet, entame une série de rencontres explicatives sur les objectifs et l'impact de ce dispositif (FSIE), consacré à la promotion et à la préservation de l'emploi par la mobilisation de l'épargne et l'actionnariat des travailleurs, à travers lequel la Centrale syndicale se dit vouloir «traduire sur le terrain le principe de solidarité syndicale qu'elle a toujours défendu».

Une première réunion du genre a été organisée par les responsables du FSIE et l'union de wilaya UGTA de Tizi-Ouzou, dimanche dernier, au siège de la direction générale de l'Eniem, situé à Tizi-Ouzou, en présence de dirigeants de diverses entreprises, accompagnés de délégués des conseils syndicaux.

Les conférences animées par, notamment, le directeur général du FSIE et des experts, visent, outre la

vulgarisation de ce concept (voir notre édition du dimanche 5 octobre), à susciter l'adhésion des syndicalistes et dirigeants des entreprises présents, en constituant des relais de cette initiative auprès des travailleurs, qui seront appelés à constituer la masse des souscripteurs et les actionnaires potentiels en matière de création de PME/PMI ou de prise de participations au sein d'entreprises déjà existantes.

La visée est double, suivant les arguments présentés par les conférenciers. Il s'agit, d'abord, de préserver les emplois existants et d'aider à la création d'autres, expliquent les porteurs de ce projet, qui ne cachent pas leur ambition de constituer un adjuvant, voire même une alternative, aux autres instruments publics destinés à la création et à la promotion de l'emploi, qui, a-t-on estimé, lors de cette rencontre, ont montré leurs limites, et ce en dépit de l'importance des fonds engagés par l'Etat qui a investi durant ces dernières années près de 50 milliards de dinars pour seulement 2 % d'emplois créés.

L'autre argument est que les travailleurs souscripteurs auront à s'engager dans un partenariat gagnant-gagnant, puisque le fonds est perçu comme un moyen de sensibilisation et de

mobilisation de l'épargne collective qui profitera aux travailleurs qui auront, à long terme, à le faire fructifier grâce à l'investissement qui en sera fait et moyennant aussi certains avantages consentis dans le cadre de ce dispositif et de l'apport de ces partenaires institutionnels. Les responsables du FSIE et leurs partenaires syndicaux de l'UGTA fondent leur optimisme sur la réussite d'une expérience similaire québécoise menée par une centrale syndicale du Canada durant les années 1980.

En 25 ans, expliquera Michel Dorion, expert juridique au fonds FTQ (Québec/ Canada), ce sont 150 000 emplois qui ont été créés grâce à l'apport de 2 000 partenaires et à la levée de près de 800 millions de dollars d'actifs.

S. A. M.